

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif ...	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif ...	60 fr.	35 fr. *

Prix du numéro : { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne .....	2 fr.
Minimum .....	10 fr.
La page .....	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Le Commissaire de la République et Madame BOURGINE recevront au Gouvernement le Samedi 14 Juillet, de 21 h. 30 à 1 h.

On dansera.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décrets du 8 mai 1934**, portant réduction du personnel dans le cadre des ports et rades aux colonies et dans le cadre général des travaux publics et des mines. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 376
- Décret du 11 mai 1934**, portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 377
- Décret du 11 mai 1934**, modifiant le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 377
- Décret du 17 mai 1934**, relatif à la suppression de l'agence générale des colonies. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 378
- Décret du 17 mai 1934**, fixant la date de cessation de fonctions des fonctionnaires relevant du ministère des colonies admis à faire valoir leurs droits à la retraite (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 379

**Décret du 17 mai 1934**, accordant le bénéfice d'un congé aux fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à la retraite par mesure de réduction d'effectifs. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 380

**Décret du 18 mai 1934**, modifiant dans certaines colonies d'articles du code de commerce et du code de procédure civile. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 381

**Décret du 18 mai 1934**, portant application aux colonies des dispositions du décret du 4 avril 1934 modifiant la réglementation relative aux rappels d'ancienneté pour services militaires. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934). 382

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 21 avril 1934**, fixant les taxes de circulation. 383
- ~~**Arrêté du 11 juin 1934**, fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le troisième trimestre de l'année 1934. 384~~
- Arrêté du 18 juin 1934**, abrogeant l'arrêté du 19 août 1931 autorisant la création d'un jardin potager dans l'emprise du chemin de fer. 384
- Arrêté du 19 juin 1934**, abrogeant l'arrêté en date du 29 mai 1934 mettant en observation les bateaux provenant de la Côte d'Ivoire. 385
- Arrêté du 21 juin 1934**, approuvant divers rôles de régularisation afférents à l'exercice 1933. 385
- Arrêté du 21 juin 1934**, portant admission en non valeur de cotes irrécouvrables des contributions directes afférents à l'exercice 1933. 385

Arrêté du 21 juin 1934, modifiant l'article 10 de l'arrêté du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen de l'enseignement du territoire du Togo.	385 ✓
Arrêté du 21 juin 1934, portant ouverture d'agences postales à Pagala et Blita.	386
Arrêté du 21 juin 1934, fixant le taux de l'indemnité spéciale du Togo au personnel européen.	386
Arrêté du 21 juin 1934, réglementant les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo.	387 ✓
Arrêté du 21 juin 1934, portant réglementation nouvelle des allocations accordées aux jeunes métis résidant dans le Territoire et en fixant le taux.	387
Actes divers concernant le personnel	388
Chefs indigènes	393
Commission des marchés	393
Conseil de curatelle	393
Enseignement	393
Passage	393
Produits pharmaceutiques	393
Poids et mesures	393
Domaines	393
Bulletin météorologique	395

## PARTIE NON OFFICIELLE

Révocation de pouvoirs	397
Annonces	

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Réduction de personnel dans le cadre des ports et rades aux colonies et dans le cadre général des travaux publics et des mines des colonies

**ARRETE** N° 321 promulguant au Togo les décrets du 8 mai 1934 portant réduction du personnel dans le cadre des ports et rades aux colonies et dans le cadre général des travaux publics et des mines.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les décrets du 8 mai 1934 portant réduction du personnel dans le cadre des ports et rades aux colonies et dans le cadre général des travaux publics et des mines;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 8 mai 1934 portant réduction du personnel dans le cadre des ports et rades aux colonies et dans le cadre général des travaux publics et des mines.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre, par décrets, toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu le décret du 4 avril 1934 portant réduction de 10 p. 100 du nombre des fonctionnaires;

Vu le décret du 6 avril 1934 autorisant le ministre des colonies à prendre toutes mesures d'économies que nécessitera l'équilibre des budgets généraux et locaux des colonies;

Vu le décret du 18 mai 1930 portant réorganisation du personnel des ports et rades aux colonies;

Sur la proposition du ministre des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une réduction totale de 3 unités est effectuée dans le personnel des ports et rades aux colonies, par voie de mises à la retraite anticipées.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Pierre LAVAL.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre par décrets, toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu le décret du 4 avril 1934 portant réduction de 10 p. 100 du nombre de fonctionnaires;

Vu le décret du 6 avril 1934 autorisant le ministre des colonies à prendre toutes mesures d'économies que nécessitera l'équilibre des budgets généraux et locaux des colonies;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du cadre des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Sur la proposition du ministre des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une réduction globale de 31 unités est effectuée dans le personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies, autres que l'Indochine par voie de mises à la retraite anticipées ou de réintégration dans les cadres métropolitains.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

**Application au Togo du décret du 2 septembre 1933  
sur la procédure criminelle en Afrique  
occidentale française**

**ARRETE** N° 322 promulguant au Togo le décret du 11 mai 1934, portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 mai 1934, portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française;

Vu la dépêche ministérielle n° 4 du 28 mai 1934;

**ARRETE :**

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 mai 1934, portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 2 septembre 1933, a modifié, pour l'Afrique occidentale française, l'ordonnance du 14 février 1838 rendant applicable au Sénégal le code d'instruction criminelle en vue d'en rajeunir les dispositions et de les mettre en accord avec l'organisation administrative et judiciaire actuelle.

A la demande du Commissaire de la République, il nous a paru qu'il convenait d'étendre ce texte au territoire sous mandat du Togo, qui se trouve compris dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, afin d'y maintenir, dans toute son étendue, l'unité de la procédure criminelle.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française, rendu applicable au Togo;

Vu le décret du 2 septembre 1933 portant modification au code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable au territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 septembre 1933 portant modification au code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel du territoire du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 11 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Henry CHÉRON.

Voir le texte du décret du 2 septembre 1933 :

1<sup>o</sup> — au J. O. R. F. du 13 septembre 1933 page 9678;

2<sup>o</sup> — au J. O. A. O. F. du 14 octobre 1933 page 886.

**Statut de la magistrature coloniale**

**ARRETE** N° 327 promulguant au Togo le décret du 11 mai 1934, modifiant le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 mai 1934, modifiant le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale;

# ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 mai 1934, modifiant le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

(Voir le texte du décret du 11 mai 1934 au J. O. R. F. du 18 mai 1934, page 4919).

## Suppression de l'agence générale des colonies

ARRETE N° 323 promulguant au Togo le décret du 17 mai 1934 relatif à la suppression de l'agence générale des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 mai 1934 relatif à la suppression de l'agence générale des colonies;

# ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 mai 1934 relatif à la suppression de l'agence générale des colonies.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 17 mai 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 4 avril 1934, pris en exécution de la loi de finances du 28 février 1934, a supprimé l'agence générale des colonies, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1934.

Il y a lieu, en conséquence, conformément à l'article 2 du décret du 4 avril 1934, de fixer les conditions dans lesquelles les services de cet établissement pourront être incorporés au ministère des colonies.

Il ne pouvait être question, au moment où des économies sont envisagées, de créer au ministère des colonies une nouvelle direction qui aurait eu toutes les attributions actuelles de l'agence générale et aurait englobé tous ses services.

Il a paru préférable de grouper ceux-ci avec d'autres organismes similaires. Ces aménagements permettront des suppressions d'emplois et des économies sur les frais généraux.

Le projet de décret ci-joint prévoit le rattachement à l'institut national d'agronomie coloniale de Nogent du musée des colonies et du service des bois coloniaux.

Les services des renseignements concernant les colonies qui n'ont pas d'agence économique à Paris seraient groupés avec ceux de l'agence économique des territoires africains sous mandat qui est située dans le même immeuble et qui prendrait le nom d'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat.

Enfin, le service administratif colonial fonctionnant à Paris, les services administratifs des ports de commerce à Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre, et le service d'études des productions coloniales seraient rattachés au ministère des colonies.

Si vous approuvez les dispositions du présent décret, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir le revêtir de votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Germain MARTIN.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 95 de la loi de finances du 31 juillet 1920 fixant l'organisation du ministère des colonies;

Vu l'article 36 de la loi du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre les mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu le décret du 4 avril 1934 supprimant certains offices en tant qu'établissements dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière et notamment l'agence générale des colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service administratif de l'agence générale des colonies, les services administratifs coloniaux dans les ports de commerce et le service d'étude des productions coloniales sont rattachés au ministère des colonies.

ART. 2. — Les services des renseignements de l'agence sont rattachés à l'agence économique des territoires africains sous mandat qui prend le nom d'« Agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat ».

ART. 3. — Le service des bois coloniaux et le musée des colonies sont rattachés à l'institut national d'agronomie coloniale.

ART. 4. — En attendant que soient définitivement fixées les modalités de la répartition des services de l'agence entre les administrations et organismes susvisés, les dépenses indispensables seront imputées sur les disponibilités de l'agence au 30 avril 1934. Elles seront engagées par douzièmes au maximum dans la limite des crédits correspondants aux dotations allouées à l'agence générale par l'arrêté du 5 avril 1934. Le directeur de l'agence, provisoirement maintenu en fonctions, est seul chargé de l'engagement et de l'ordonnement de ces dépenses qui seront payées par l'agent comptable de l'établissement maintenu en fonctions également à titre provisoire.

Ces dépenses feront l'objet d'une imputation ultérieure sur les crédits ouverts au budget de l'Etat et aux budgets particuliers des organismes auxquels les services de l'agence sont rattachés en vue de permettre la liquidation des comptes de cet établissement au titre de l'exercice 1934, à la date du 1<sup>er</sup> mai 1934.

ART. 5. — Des décrets pris sous le contre-seing du ministre des colonies et du ministre des finances fixeront les modalités d'application du présent décret, qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1934.

Fait à Paris, le 17 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Germain MARTIN.

**Date de cessation de fonctions des fonctionnaires relevant du ministère des colonies admis à faire valoir leurs droits à la retraite**

ARRETE N° 328 promulguant au Togo le décret du 17 mai 1934, fixant la date de cessation de fonctions des fonctionnaires relevant du ministère des colonies, admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 mai 1934, fixant la date de cessation de fonctions des fonctionnaires relevant du ministère des colonies, admis à faire valoir leurs droits à la retraite;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 mai 1934, fixant la date de cessation de fonctions des fonctionnaires relevant du ministère des colonies admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 17 mai 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 10 mai 1934 fixe à un mois le délai dans lequel doivent cesser leurs fonctions les fonctionnaires de l'Etat, admis à faire valoir leurs droits à pension en application des mesures de réduction d'effectifs résultant des dispositions des décrets du 4 avril 1934.

Il paraît opportun d'édicter des mesures analogues à l'égard des fonctionnaires et agents des cadres généraux et locaux relevant du ministère des colonies admis à la retraite dans les mêmes conditions.

Un décret du 6 avril 1934 permet au ministre des colonies de prendre cette initiative qui viendra compléter les mesures à réaliser.

Il convient toutefois de tenir compte de la situation particulière dans laquelle se trouve le personnel en service outre-mer du fait de son éloignement de la métropole.

Dans ces conditions, il paraît équitable de prévoir, en sa faveur, un délai plus étendu que celui d'un mois qui est imparti aux agents de l'Etat par les décrets du 10 mai 1934. Ce délai pourrait être fixé à deux mois.

J'ai l'honneur de vous soumettre un projet de décret qui a été établi en tenant compte de ces considérations.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu les décrets du 4 avril 1934 pris en exécution de l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934;

Vu le décret du 6 avril 1934 portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Vu le décret du 6 avril 1934 rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé;

Vu le décret du 10 mai 1934 relatif à la date de cessation de fonctions des fonctionnaires de l'Etat admis à faire valoir leurs droits à la retraite;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant règlement sur l'organisation de la caisse intercoloniale des retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents appartenant aux cadres généraux et locaux des colonies qui, se trouvant dans une position de service, ont été

admis, antérieurement à la date de publication du présent décret, à faire valoir leurs droits à pension d'ancienneté en application des décrets susvisés, cesseront d'exercer leurs fonctions au plus tard dans les deux mois qui suivront la date de publication du présent décret, nonobstant les dispositions de l'article 115 de la loi de finances du 29 avril 1926, et de l'article 50 du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 susvisé.

ART. 2. — Les fonctionnaires et agents appartenant aux cadres généraux et locaux des colonies qui, se trouvant dans une position de service, seront admis, postérieurement à la date de publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1934, à faire valoir leurs droits à pension d'ancienneté en application des décrets susvisés, cesseront d'exercer leurs fonctions au plus tard dans le délai de deux mois à partir de la date de leur admission à la retraite nonobstant les dispositions de l'article 115 de la loi de finances du 29 avril 1926 et de l'article 50 du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 susvisé.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret pourront être étendues aux fonctionnaires métropolitains détachés aux colonies.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

**Bénéfice d'un congé aux fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à la retraite par mesure de réduction d'effectifs**

*ARRETE N° 329 promulguant le décret du 17 mai 1934 accordant le bénéfice d'un congé aux fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à la retraite par mesure de réduction d'effectifs.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 mai 1934 accordant le bénéfice d'un congé aux fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à la retraite par mesure de réduction d'effectifs;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 mai 1934 accordant le bénéfice d'un

congé aux fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à la retraite par mesure de réduction d'effectifs.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

# RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 17 mai 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Aux termes de la réglementation en vigueur, les fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies peuvent obtenir, lorsqu'ils ont accompli un temps déterminé de services outre-mer, un congé administratif avec solde, pour en jouir dans la métropole ou dans leur colonie d'origine.

Toutefois, le bénéfice de ces dispositions n'est pas accordé au personnel admis à faire valoir ses droits à la retraite lorsqu'il se trouve à la colonie.

L'application des mesures de réduction d'effectifs a provoqué l'admission à la retraite de fonctionnaires qui ont déjà accompli un certain temps de services outre-mer et qui se sont trouvés de ce fait brusquement privés de leur emploi. Il a paru équitable de tenir compte de cette situation particulière et d'accorder aux intéressés qui servent dans nos possessions lointaines, lorsqu'ils justifient d'un an de services à la colonie, un congé avec solde dont la durée pourrait être fixée à trois mois.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu le décret du 4 avril 1934 pris en exécution de l'article 36 de la loi du 28 février 1934;

Vu le décret du 6 avril 1934 portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Vu le décret du 6 avril 1934 rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé;

Vu le décret du 10 mai 1934 relatif à la date de cessation de fonctions des fonctionnaires de l'Etat admis à faire valoir leurs droits à la retraite;

Vu le décret du 17 mai 1934 fixant la date de cessation de fonctions des fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à la retraite par mesure de réduction d'effectifs;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires ou agents appartenant au personnel des cadres généraux ou locaux relevant du ministère des colonies qui, admis à faire valoir leurs droits à la pension d'ancienneté en application des décrets susvisés, compteront un an de services effectifs à la colonie pourront bénéficier, sur leur demande, d'un congé de trois mois, avec solde de présence, pour en jouir dans la métropole ou dans leur colonie d'origine.

Ce congé ne pourra, en aucun cas, être prolongé ni renouvelé.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables au personnel détaché des cadres métropolitains.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

### Application à certaines colonies d'articles du code de commerce et du code de procédure civile

ARRETE N° 324 promulguant au Togo le décret du 18 mai 1934 modifiant dans certaines colonies d'articles du code de commerce et du code de procédure civile.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 mai 1934 modifiant dans certaines colonies d'articles du code de commerce et du code de procédure civile;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 mai 1934 modifiant dans certaines colonies d'articles du code de commerce et du code de procédure civile.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 22 juin 1919;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets des 14 avril, 26 juillet, 15 et 29 septembre 1928 et 27 février 1930 portant règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application à l'Afrique occidentale française, à l'Afrique équatoriale française, à Madagascar, à la Guyane française, à la Nouvelle-Calédonie, à la Côte française des Somalis, aux établissements français dans l'Inde et de l'Océanie, aux îles Saint-Pierre et Miquelon, au Togo et au Cameroun, de la loi du 19 mars 1919 créant un registre du commerce;

Vu la loi du 28 mars 1931 modifiant et abrogeant certains articles du code de commerce et complétant l'article 872 du code de procédure civile;

Vu le décret du 13 décembre 1932 rendant applicable dans les colonies françaises et territoires sous mandats relevant du ministère des colonies, à l'exception des Antilles, de la Réunion et de l'Indochine la loi du 28 mars 1931 susvisée;

Sur le rapport du ministre des colonies;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 13 décembre 1932 susvisé est abrogé.

ART. 2. — Les articles 2 et 3 du code de commerce sont modifiés comme suit :

Art. 2. — Tout mineur émancipé de l'un ou l'autre sexe, âgé de dix-huit ans accomplis, qui voudra profiter de la faculté que lui accorde l'article 487 du code civil de faire le commerce, ne pourra en commencer les opérations ni être réputé majeur, quant aux engagements par lui contractés pour faire le commerce :

1° — S'il n'a été préalablement autorisé par son père ou par sa mère, si le père est décédé, absent, interdit, déchu de la puissance paternelle ou dans l'impossibilité de l'exercer; ou à défaut du père et de la mère, par une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal civil;

2° — Si, en outre, l'acte d'autorisation n'a pas été inscrit sur le registre du commerce du lieu où le mineur entend établir son domicile commercial de la manière prescrite par les dispositions particulières inscrites, à cet égard, dans le décret spécial à chaque colonie, portant règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application de la loi du 18 mars 1919 créant un registre du commerce.

Art. 3. — La première disposition de l'article 2 précédent est applicable aux mineurs non commerçants à l'égard de tous les faits qui sont déclarés faits de commerce par les dispositions des articles 632 et 633.

ART. 3. — Les articles 66 et 67 du code de commerce sont modifiés comme suit :

Art. 66. — Tout jugement qui prononcera une séparation de corps ou un divorce entre mari et femme,



dont l'un serait commerçant, sera soumis aux formalités prescrites par les dispositions particulières à cet égard dans le décret spécial à chaque colonie, portant règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application de la loi du 18 mars 1919 créant un registre du commerce, à défaut de quoi les créanciers seront toujours admis à s'y opposer pour ce qui touche leurs intérêts et à contrôler toute liquidation qui en aura été la suite.

Art. 67. — Tout contrat de mariage entre époux, dont l'un sera commerçant, sera transmis, par extrait, dans le mois de sa date, au greffier du tribunal de commerce ou du tribunal civil, ou de la justice de paix à compétence étendue, qui en tient lieu, chargé de l'inscription et immatriculation au registre de commerce. Cet extrait annoncera si les époux sont mariés sous le régime de la communauté, s'ils sont séparés de biens ou s'ils ont contracté sous le régime dotal.

ART. 4. — L'article 70 du code de commerce est abrogé.

ART. 5. — L'article 586 du code de commerce est modifié comme suit :

« Pourra être déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans l'un des cas suivants :

« Alinéas 1<sup>er</sup> et 2. — Sans modifications.

« Alinéa 3. — S'il s'est rendu coupable de l'une des infractions prévues et punies par les dispositions particulières inscrites, à cet égard, dans le règlement d'administration publique spécial à chaque colonie, relatif aux conditions d'application de la loi du 18 mars 1919 créant un registre du commerce.

« Alinéas 4, 5 et 6. — Sans modifications ».

ART. 6. — L'article 872 du code de procédure civile est complété ainsi qu'il suit :

« Lorsqu'un des époux sera négociant, le jugement de séparation sera soumis aux formalités prescrites, par les dispositions particulières inscrites, à cet égard, dans le décret spécial à chaque colonie portant règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application de la loi du 18 mars 1919 créant un registre de commerce. Ce jugement sera transmis, par extrait, dans le mois de sa date, au greffier du tribunal de commerce, ou du tribunal civil ou de la justice de paix à compétence étendue en tenant lieu, chargé de l'immatriculation et de l'inscription du registre de commerce ».

ART. 7. — La remise prescrite par l'article 69 du code de commerce sera faite, sous les peines prévues audit article, dans l'année de la publication du présent décret au journal officiel de la colonie intéressée par tout époux séparé de biens ou marié sous le régime dotal, qui, au moment de ladite publication, exercerait la profession de commerçant.

ART. 8. — Le présent décret est applicable aux colonies et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de l'Indochine.

ART. 9. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des colonies et territoires sous mandat intéressés.

Fait à Paris, le 18 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Pierre LAVAL.

#### Réglementation relative aux rappels d'ancienneté pour services militaires

ARRETE N° 325 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1934 portant application aux colonies des dispositions du décret du 4 avril 1934 modifiant la réglementation relative aux rappels d'ancienneté pour services militaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1934 portant application aux colonies des dispositions du décret du 4 avril 1934 modifiant la réglementation relative aux rappels d'ancienneté pour services militaires;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 mai 1934 portant application aux colonies des dispositions du décret du 4 avril 1934 modifiant la réglementation relative aux rappels d'ancienneté pour services militaires.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu les lois accordant des rappels d'ancienneté pour services militaires;

Vu le décret du 4 avril 1934 relatif aux règles applicables en matière de rappels d'ancienneté pour services militaires;

Vu le décret du 6 avril 1934 portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 4 avril 1934 sus-visé, modifiant les dispositions relatives aux rappels d'ancienneté pour services militaires, est rendu applicable aux colonies.



ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

*REGLES applicables en matière de rappels d'ancienneté pour services militaires.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil et du ministre des finances;

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes mesures d'économie qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu la délibération du conseil des ministres en date du 4 avril 1934;

Vu l'article 7 de la loi du 31 mars 1928;

Vu les articles 23, 24 et 25 de la loi du 9 décembre 1927;

Vu les articles 32, 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928;

Vu l'article 14 de la loi du 18 juillet 1924;

Vu la loi du 17 avril 1924;

Vu la loi du 31 mars 1924;

Vu l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923;

Vu l'article 7 de la loi du 21 mars 1905, complété par l'article 5 de la loi du 7 août 1913;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées, à compter de la publication du présent décret toutes dispositions en vertu desquelles le temps passé sous les drapeaux en sus de la durée légale du service obligatoire, soit avant, soit après l'admission dans les cadres est compté pour le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement, pour une durée équivalente de services civils.

Sont également abrogées, à compter de la même date, les dispositions tendant à l'attribution, en vue de l'avancement, de majorations d'ancienneté pour services militaires accomplis pendant la campagne de guerre contre l'Allemagne ou pour le temps passé sous la domination de l'ennemi ou en internement en pays neutre.

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas opposables, dans le cadre où ils se trouvent actuellement et dans la mesure des droits qu'ils peuvent encore y faire valoir, aux agents appartenant à l'admini-

nistration, au moment de la publication du présent décret.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi du 28 février 1934.

ART. 4. — Le président du conseil et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 4 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,*

Gaston DOUMERQUE.

*Le ministre des finances,*

Germain MARTIN.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Taxe de circulation

ARRETE N° 219 fixant les taxes de circulation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE F. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1932 portant réorganisation de la taxe de circulation, ensemble les arrêtés du 14 novembre 1927 et du 20 novembre 1932 le modifiant;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes venant d'une colonie étrangère ou s'y rendant, qui franchissent la frontière du territoire du Togo placé sous l'autorité de la France dans les cercles de Mango, Sokodé, Atakpamé, Klouto doivent acquitter dans les bureaux des cercles ou des subdivisions une taxe de circulation fixée ainsi qu'il suit, à compter du 1<sup>er</sup> août 1934;

1<sup>o</sup> — une personne avec charge composée de produits d'importation, sauf le sel et les kolas . . . . . 40 francs

- 2<sup>o</sup> — une personne avec charge de kolas 20 francs  
 3<sup>o</sup> — une personne avec charge composée de produits du crû, y compris le sel . . . 10 francs  
 4<sup>o</sup> — un animal porteur sans charge . . . 5 francs  
 5<sup>o</sup> — un animal porteur avec charge composée de produits d'importation, sauf le sel et les kolas . . . 40 francs  
 6<sup>o</sup> — un animal porteur avec charge de kolas . . . 20 francs  
 7<sup>o</sup> — un animal porteur avec charge de produits du crû, y compris le sel . . . 10 francs  
 8<sup>o</sup> — Bovidés { bœufs, vaches, taureaux 10 francs  
                   { veaux . . . 4 francs  
 9<sup>o</sup> — Moutons, chèvre ou porc . . . 2 francs  
 10<sup>o</sup> — Agneau, cabri, petit porc . . . 1 franc.

ART. 2. — Toute charge est de 25 kilogrammes. Une fraction de charge supérieure à 15 kilogrammes paie pour une charge entière. Une fraction comprise entre 6 kilogrammes et 15 kilogrammes paie pour une demi-charge. Une fraction égale ou inférieure à 6 kilogrammes paie pour un quart de charge.

ART. 3. — La même taxe est exigible des indigènes du territoire du Togo placé sous mandat de la France lorsqu'ils se rendent en dehors du Territoire.

ART. 4. — La taxe doit être acquittée par le chef de caravane ou tout porteur isolé dans le bureau de l'agence spéciale la plus proche. Une carte de circulation indiquant le détail des versements leur sera délivrée.

ART. 5. — L'exportation du bétail ne peut avoir lieu que par les routes désignées aux caravanes par les autorités administratives.

ART. 6. — Les indigènes qui tenteraient de se soustraire au paiement de la taxe sont passibles d'une amende égale à six fois la valeur de la taxe. S'ils sont dans l'impossibilité de payer cette amende, une saisie sera opérée sur les animaux et marchandises convoyés jusqu'à concurrence du montant de l'amende en se fixant sur les prix de la mercuriale.

ART. 7. — Toutes les dispositions antérieures visées ou non visées par le présent arrêté sont abrogées à compter de la date de sa mise en vigueur.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 avril 1934.

L. PÊTRE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 97 du 9 juin 1934.

## Divers

*ARRETE N° 326 abrogeant l'arrêté n° 480 bis du 19 août 1931 autorisant la création d'un jardin potager dans l'emprise du chemin de fer.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 350 du 24 septembre 1925 autorisant des cessions de légumes et de fruits aux fonctionnaires;

Vu l'arrêté n° 480 bis du 19 août 1931 autorisant la création d'un jardin potager dans l'emprise du chemin de fer;

Vu la dépense occasionnée par le jardin potager supportée par le budget annexe du chemin de fer;

Sur la proposition du chef des services des chemins de fer et du wharf;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 480 bis susvisé autorisant la création d'un jardin potager dans l'emprise du chemin de fer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juin 1934.

BOURGINE.

*ARRETE N° 331 abrogeant l'arrêté n° 272, en date du 29 mai 1934.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 272 en date du 29 mai 1934;

Sur la proposition du chef du service de santé;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune en Côte d'Ivoire n'ayant été signalé depuis le 26 mai, l'arrêté susvisé est abrogé à la date du 18 juin 1934.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Aného sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 19 juin 1934.

BOURGINE.

## Contributions directes

Par arrêté du :

21 juin 1934. — Pris en conseil d'administration. — Sont approuvés les rôles de régularisation afférents à l'exercice 1933 dont détail ci-après :

N <sup>os</sup> DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	MONTANT
468	Anécho	Armes non perfectionnées . . . . .	560,00
469	Klouto	Armes non perfectionnées . . . . .	49.500,00

Par arrêté du :

21 juin 1934. — Pris en conseil d'administration. — Sont admises en non-valeur les cotes irrécouvrables des contributions directes, exercice 1933, ci-après désignées :

*Impôt personnel et taxe additionnelle*

Atakpamé . . . . . 490 frs.

*Rachat des prestations sur les européens*

Atakpamé . . . . . 120 frs.

*Taxe d'hygiène*

Atakpamé . . . . . 200 frs.

*Licences*

Sokodé . . . . . 450 frs.

*Véhicules*

Atakpamé . . . . . 390 frs.

**Personnel du cadre européen de l'enseignement**

**ARRETE N° 335 modifiant l'article 10 de l'arrêté du 12 octobre 1933, fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen de l'enseignement du territoire du Togo.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 544 du 2 octobre 1933, fixant les conditions générales de recrutement, stage, avancement, discipline du personnel des cadres locaux européens du territoire du Togo à l'exception du cadre des services civils;

Vu l'arrêté n° 609 du 12 octobre 1933, fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen de l'enseignement du territoire du Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 de l'arrêté du 12 octobre 1933 susvisé est abrogé et remplacé ainsi qu'il suit :

*Personnel en service détaché*

Art. 10. — Les instituteurs des cadres métropolitains, algériens ou coloniaux, régulièrement détachés de leur cadre d'origine sont incorporés pendant la durée de leur détachement dans le cadre de l'enseignement du territoire du Togo.

Ils prennent rang dans le cadre local avec leur ancienneté à la classe correspondant à leur solde métropolitaine ou de présence. En ce qui concerne les instituteurs détachés du cadre de l'Algérie, le classement dans le cadre local sera fait d'après le traitement calculé après défalcation du supplément algérien.

A défaut de correspondance de traitement, les instituteurs détachés prennent rang à la catégorie de traitement immédiatement inférieur, dans ce cas, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice du traitement dont ils jouissent.

Ces agents sont soumis, pendant toute la durée de leur détachement aux règlements qui régissent les cadres locaux européens.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juin 1934.

BOURGINE.

**Ouverture des agences postales de Pagala et de Blita**

**ARRETE N° 336 portant ouverture d'agences postales à Pagala et Blita.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 70 du 22 janvier 1929 réglementant les opérations des bureaux des postes, télégraphes et téléphones gérés par les gares du chemin de fer du Togo;

Sur la proposition du directeur du chemin de fer et du chef du service des postes et télégraphes;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des agences postales sont ouvertes aux gares de Pagala et Blita à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934.

ART. 2. — Les chefs de gare de ces localités sont nommés gérants des agences postales qui seront ouvertes :

- 1<sup>o</sup> — aux communications téléphoniques officielles;
- 2<sup>o</sup> — aux communications télégraphiques officielles et privées;
- 3<sup>o</sup> — aux correspondances ordinaires et recommandées qu'elles soient officielles ou privées;
- 4<sup>o</sup> — à la vente des timbres-poste.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juin 1934.

BOURGINE.

## Indemnité spéciale du Togo

### ARRETE N° 341 fixant le taux de l'indemnité spéciale du Togo au personnel européen.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, ensemble tous actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 11 septembre 1920;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1932 fixant les taux des indemnités de zone, spéciale du Togo et de cherté de vie;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 fixant les taux des indemnités de zone et spéciale du Togo à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933 réduisant de 10 % le taux de certaines indemnités;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1934 maintenant provisoirement les taux des indemnités de zone, spéciale du Togo et de cherté de vie pour l'année 1934;

Vu les nécessités budgétaires;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'indemnité spéciale du Togo allouée au personnel civil et militaire hors cadres et assimilés sont fixés de la façon suivante, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934 :

ECHELLE DES TRAITEMENTS DE PRÉSENCE	CÉLIBATAIRE	MARIÉ femme au Territoire	MARIÉ femme et enfants au Territoire
au-dessous de 17.000	4,00	5,50	7,00
de 17.000 à 26.999	3,50	4,50	5,50
de 27.000 à 29.999	3,00	3,00	3,00
au-dessus de 30.000	néant	néant	néant

Le traitement s'entend de la solde de présence annuelle brute, majoré s'il y a lieu des suppléments ou compléments de solde spéciaux, à l'exception toutefois du supplément colonial.

ART. 2. — La réduction de 10 % appliquée aux anciens taux de l'indemnité spéciale du Togo est considérée comme étant incorporée dans les nouveaux taux.

ART. 3. — L'indemnité spéciale du Togo allouée au personnel européen du Togo est supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1935.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juin 1934.

BOURGINE.

## Personnel des cadres indigènes

### ARRETE N° 342 réglementant les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer, et notamment l'article 18;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1934 réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes des travaux publics, de la T. S. F. des chemins de fer et du wharf du Togo et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1929 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel indigène en service dans le territoire du Togo et les actes qui l'ont modifié ou complété;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 18 de l'arrêté du 24 mars 1934 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Des congés annuels de trente jours avec traitement peuvent être accordés en une fois, par décision du Commissaire de la République, aux agents des cadres locaux indigènes, après avis de leur chef de service.

« L'obtention de ces congés est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de présence effective d'une année, sans permission, ni congé d'aucune sorte.

« Des autorisations exceptionnelles d'absence avec traitement, d'une durée inférieure à trente jours, peuvent être accordées par le Commissaire de la République.

« Le droit à un congé annuel ne sera acquis, par les bénéficiaires de ces autorisations exceptionnelles d'absence, qu'après une année de services effectifs, à partir de la date de reprise de fonctions ».

« Lorsque pour des raisons de service, le bénéfice du congé annuel aura été refusé aux agents des cadres locaux indigènes, ceux-ci pourront obtenir un congé calculé à raison d'un mois par année de présence effective depuis l'octroi de la dernière permission, les fractions d'année n'entrant pas en compte pour le calcul de la durée du congé ».

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables au personnel de tous les cadres locaux indigènes du Territoire.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juin 1934.

BOURGINE.

### Allocations aux métis

ARRETE N° 343 portant réglementation nouvelle des allocations accordées aux jeunes métis résidant dans le Territoire et en fixant le taux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 29 juin 1926 réglementant les allocations accordées aux jeunes métis résidant dans le Territoire;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les jeunes métis résidant au Togo sous mandat français peuvent recevoir de l'administration du Territoire des allocations sous la forme d'indemnités mensuelles versées aux personnes qui en ont la charge et l'entretien.

ART. 2. — Les taux de ces allocations mensuelles sont ainsi fixés :

	Métis entretenus par les familles.	Métis entretenus par les Missions et les établissements publics ou privés.
Jusqu'à 6 ans . . . . .	15 francs.	20 francs.
De 6 à 10 ans . . . . .	20 —	30 —
De 11 à 15 ans . . . . .	40 —	60 —

ART. 3. — A partir de l'âge de 6 ans, l'allocation n'est versée que sur le vu d'un certificat du directeur du centre scolaire attestant que l'enfant a fréquenté régulièrement durant le mois une école de l'enseignement officiel ou privé, ou qu'il en a été empêché pour cause de maladie ou de force majeure dûment constatée.

L'allocation est payée pour le temps des vacances scolaires.

ART. 4. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juin 1934.

BOURGINE.

## NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### PERSONNEL EUROPÉEN

##### Nomination

Par décret du 17 mai 1934, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés administrateurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe des colonies, pour compter de la veille du jour de leur embarquement à destination de leur colonie d'affectation :

M. M. \_\_\_\_\_

COURTHIADE (Georges-Louis-Jean), adjoint principal des services civils du Togo.

##### Admission à la retraite

Par arrêté du ministre des colonies en date du 8 mai 1934, en exécution des décrets des 4 avril, 6 avril et 8 mai 1934, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite les agents du cadre général des travaux publics et des mines des colonies dont les noms suivent :

M. M. \_\_\_\_\_

... et BRÉCÉ adjoints techniques principaux de 1<sup>re</sup> classe.

##### Distinctions honorifiques

*Ont été nommés dans l'ordre de l'Etoile Noire*  
(Décret du 2 décembre 1933)

M. M. GAUDILLOT, administrateur des colonies	officier
MARTIN Victor, instituteur	—
CORROT, administrateur-adjoint des colonies	chevalier
Le THUAUT, instituteur	—
DABEZIES, adjoint technique des travaux publics	—
D'ALMEIDA Alexandre, instituteur	—

(Décret du 2 mars 1934)

AJAVON Emmanuel, notable planteur	officier
RANDOLPH Pierre, instituteur	chevalier
Dossou Augustin, commis-expéditionnaire principal	—

M. M. KOUKOUI Félix, commis-expéditionnaire chevalier	—
MESANH ADJAMBEA, président du conseil des notables d'Atakpamé	—
TIEM SOARÉ, interprète	—
AMOUSSOUVI AYI, chef d'Aklakougan	—
AMIDOU, sergent chef	—
MAHOMBA, caporal chef	—
EDAH MATHÉ, tisserand	—
ISSOUFOU, sergent	—

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Titularisation

Par arrêté du :

12 juin 1934. — M. LE GLATIN Yves, commis stagiaire de 3<sup>e</sup> classe des services civils du Togo est titularisé dans son emploi pour compter du 25 juin 1934.

##### Prolongation de stage

Par arrêté du :

9 juin 1934. — M. DUBOIS Philippe, commis de 3<sup>e</sup> classe stagiaire des services civils du Togo est soumis à une nouvelle période de stage d'une année pour compter du 14 juin 1934.

##### Promotion

Par décision du :

12 juin 1934. — M. JALLAIS, chef surveillant du cadre commun supérieur des postes et télégraphes de l'A.O.F. à 14.500, détaché au Togo, passe à l'échelon supérieur de solde, 16.000 frs., à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934.

##### Affectations

Par décisions des :

9 juin 1934. — M. MAILLET, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, adjoint au commandant de cercle de Mango remplira les fonctions d'agent spécial du cercle de Mango, comptable-matières et surveillant-chef de la prison dudit cercle, en remplacement de M. MILLELIRI, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils, appelé à d'autres fonctions.

Il aura droit en ces qualités aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933.

19 juin 1934. — Est et demeure abrogée, la décision n° 437 du 8 juin 1934.

M. GOUJON, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé adjoint à l'administrateur en chef, commandant le cercle de Lomé, administrateur maire de la commune mixte de Lomé en remplacement de M. MOAL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. MOAL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé chef de la subdivision de Lomé

et président du tribunal de 1<sup>er</sup> degré, en remplacement de M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, en instance de départ en congé.

Ces fonctionnaires auront droit :

1<sup>o</sup> — M. GOUJON, aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 décembre 1929.

2<sup>o</sup> — M. MOAL, aux indemnités prévues par les arrêtés du 20 décembre 1929 et 20 mai 1933.

21 juin 1934. — M. RUPP Jean, opérateur radiotélégraphiste contractuel, arrivé à Lomé par paquebot *Amérique* du 20 juin 1934 est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

M. DELAPIERRE René, chef surveillant après 2 ans des travaux publics de l'A. O. F., en service dans le cercle de Mango est affecté à Lomé.

M. PEUVERGNE Henri, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, attendu à Lomé par paquebot *Hoggar* vers le 23 juin 1934, est nommé commandant du cercle d'Anécho, en remplacement de M. BURLURAU, adjoint principal des services civils du Togo, appelé à d'autres fonctions.

Il exercera cumulativement avec ses fonctions celles de directeur de la prison et de président du tribunal de 2<sup>e</sup> degré du cercle.

M. BURLURAU, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo; est nommé adjoint au commandant du cercle d'Anécho, président du tribunal de 1<sup>er</sup> degré, commissaire de police, surveillant-chef de la prison, en remplacement de M. DUBOIS Philippe, commis de 3<sup>e</sup> classe stagiaire des services civils du Togo qui conservera ses fonctions d'agent spécial d'Anécho.

M. M. PEUVERGNE et BURLURAU auront droit aux indemnités prévues aux arrêtés des 20 décembre 1929 et 20 mai 1933.

22 juin 1934. — M. MENEAU Jean, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, attendu à Lomé par s/s *Banfora* vers le 29 juin 1934, est mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho.

Le sergent chef du génie LALLEMAND, attendu à Lomé par s/s *Banfora* vers le 29 juin 1934, est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf.

#### Passages — Congés

Par décisions des :

13 juin 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Brazza*, attendu à Lomé vers le 17 juillet 1934, est accordée à Madame LARRERE Joseph, et à sa fille âgée de 10 mois, famille d'un commis principal de 4<sup>e</sup> classe de la trésorerie du Togo; se rendant à Samadet (Landes).

Une réquisition de passage de retour par anticipation en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé vers le 3 juillet 1934, est accordée à Madame GROSPELLE, femme d'un médecin-lieutenant, se rendant à Paris.

18 juin 1934. — Une réquisition de passage pour la France, en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, de Lomé à Marseille, sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 9 juillet 1934, est accordée à M. BRÈCE, adjoint technique principal de 1<sup>re</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies, ainsi qu'à sa femme, se rendant à Barriac par Bozouls (Aveyron).

19 juin 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, de Lomé à Bordeaux, sur le paquebot *Brazza*, attendu à Lomé vers le 17 juillet 1934, est accordée à Madame Germaine RÉMY, femme d'un ouvrier d'art de 3<sup>e</sup> classe du cadre des chemins de fer du Togo, accompagnée de sa fille âgée de 10 ans, se rendant aux Albenquats, commune de Belaye par Castelfranc (Lot).

21 juin 1934. — Un congé de 3 mois prévu par le décret du 17 mai 1934, pour en jouir 8 rue Franklin à Nantes, (Loire-Inférieure), est accordé à M. BAUCHÉ Léon, administrateur en chef des colonies, qui compte 37 mois et 12 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>re</sup> catégorie B, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 9 juillet 1934.

#### Permission

Par décision du :

14 juin 1934. — Une permission de 10 jours, valable du 14 juin 1934, est accordée à M. BRAMARIE Pierre, chef de chantier contractuel.

#### Prolongation de séjour

Par décision du :

21 juin 1934. — Une prolongation de séjour colonial d'une première année supplémentaire est accordée à M. le médecin-lieutenant GROSPELLE, en service à Palimé.

Cet officier devient rapatriable le 10 décembre 1935.

#### Témoignage de satisfaction

Par décision du :

22 juin 1934. — Un témoignage de satisfaction est accordé à Madame LARRERE, sage-femme contractuelle



pour le dévouement et la compétence dont elle a fait preuve dans le service de la maternité.

#### Commission d'examen

Par arrêté du :

12 juin 1934. — Une commission composée de :

M. M. MAHOUX Maurice, ingénieur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe du cadre général des travaux publics, chef du service du chemin de fer et du wharf. *Président*  
LESTRADE Auguste, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies.  
VEUILLET Camille, chef du service de la voie et des bâtiments.  
DARNOIS Marc, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo, *Membres*

se réunira sur la convocation de son président pour examiner l'aptitude professionnelle de M. COMBE Roger, agent journalier, candidat à un emploi de chef de district de 5<sup>e</sup> classe.

L'examen aura lieu par écrit et devra porter sur les matières suivantes :

Langue française — rédaction d'un rapport sur une question de service — durée : 2 heures.

Arithmétique — deux problèmes — durée : 1 heure.

Règlement d'exploitation — une question — durée : 2 heures.

Constitution et entretien de la voie — deux questions — durée : 2 heures.

Les sujets de composition seront choisis par le président.

Le procès-verbal des opérations de la commission d'examen sera adressé au Commissaire de la République accompagné des compositions du candidat et de l'appréciation de la commission.

### PERSONNEL INDIGÈNE

#### Titularisation

Par arrêté du :

11 juin 1934. — Le moniteur de 6<sup>e</sup> classe stagiaire de l'enseignement privé (mission évangélique) ATIGAN Christian, est titularisé dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> février 1934.

#### Prolongation de stage

Par arrêté du :

11 juin 1934. — Les moniteurs de 6<sup>e</sup> classe stagiaires de l'enseignement privé AWUTE Gédéon (mission évangélique) et GOMEZ Robert COMLANVI (mission catholique), sont soumis à une nouvelle période de stage d'une année, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1934.

#### Promotion

Par décision du :

18 juin 1934. — M. QUENUM Z. Sébastien, commis principal du cadre spécial des P. T. T. de l'A. O. F. à seize mille cinq cents francs (16.500 frs), détaché au Togo, passe à l'échelon supérieur de solde dix-huit mille (18.000 frs), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934.

#### Solde

Par décisions des :

12 juin 1934. — La solde mensuelle de l'infirmière auxiliaire LEQUISSIM Alba, cent quatre-vingt-dix (190) francs, est réduite à cent (100) francs pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934.

15 juin 1934. — La solde annuelle de quinze mille francs (15.000 frs), accordée à l'agent auxiliaire des douanes PREUSS Georges, est ramenée à douze mille francs (12.000 frs), pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934. Cette solde est exclusive de toute indemnité.

#### Affectations

Par décisions des :

12 juin 1934. — Le commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe LAWSON Simon, en service au cercle de Sokodé est affecté à Lama-Kara, en remplacement du commis auxiliaire DOKOU NAGBÉ Eloi, licencié.

19 juin 1934. — Sont mis à la disposition de l'administrateur en chef des colonies, administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé les agents du service d'hygiène dont les noms suivent :

SAMSON LAFONEKOU, brigadier de 1<sup>re</sup> classe  
JACOB BLABOU, brigadier de 2<sup>e</sup> classe  
KASSESSA DAOUROU, garde de 1<sup>re</sup> classe  
CATARIA Joseph, garde de 2<sup>e</sup> classe  
HOPE François, garde de 3<sup>e</sup> classe  
LAWSON Joseph, garde de 3<sup>e</sup> classe  
TECCO Justin, garde de 3<sup>e</sup> classe  
KIOSSOU Albert, garde de 4<sup>e</sup> classe

22 juin 1934. — Le commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe d'ALMEIDA Charles, est remis à la disposition de l'administrateur en chef des colonies, commandant le cercle de Lomé pour compter du 23 juin 1934 lendemain de la date d'expiration de sa dernière prolongation de congé pour maladie.

#### Mutations

Par décisions des :

12 juin 1934. — L'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe des travaux publics WILLIAM ADJALADÉ ADEKPEGBA, en service à la subdivision Lomé-ville est mis à la disposition du chef du garage central.

L'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics NICOLAS KOUASSI, en service à la subdivision Lomé-ville, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lomé.

L'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe ADIGO Louis AKAKPO, en service à Anécho, est affecté à Lomé.

Il supportera lui-même les frais de transport et de déplacement.

L'aide-médecin de 6<sup>e</sup> classe NE SOUZA Etienne, de la subdivision sanitaire de Palimé, en congé, est affecté à Anécho à l'expiration de son congé en remplacement de l'aide-médecin ADIGO.

13 juin 1934. — Le médecin auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe WILSON Robert en service à Tsévié, est affecté à l'hôpital de Lomé, en remplacement du médecin auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe JOHNSON Samuel autorisé à se rendre à Dakar pour son stage de perfectionnement.

L'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe KOUÉVI Gabriel, en service à Tsévié, sera chargé de la subdivision sanitaire pendant l'absence du médecin auxiliaire WILSON, appelé provisoirement à d'autres fonctions.

22 juin 1934. — Les agents dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934 :

#### 1<sup>re</sup> — Bureau des finances :

D'ALMEIDA Hubert Pompéo, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe, en service à l'enregistrement, domaines et timbre.

MABOUDOU Joseph, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe en service à la santé.

AJAVON Adolphe, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe en service au cercle de Lomé.

MESSAN Laurent, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe en service aux P. T. T.

AGUEY Jean, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe, en service à la santé en remplacement d'agents auxiliaires licenciés par suite de compression de personnel.

#### 2<sup>e</sup> — Travaux publics :

D'ALMEIDA Antoine, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe en service à la santé.

AMOUZOU Adolphe, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe, en service à la santé.

SEHO Gabriel, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe en service à l'enseignement.

#### 3<sup>e</sup> — Cercle d'Atakpamé :

Dossou François, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe, en service au cercle d'Anécho, en remplacement du commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe AITHNARD André, appelé à d'autres fonctions.

#### 4<sup>e</sup> — Cercle d'Anécho :

AITHNARD André, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe, en service à Atakpamé, en remplacement du commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe Dossou François, appelé à d'autres fonctions.

#### 5<sup>e</sup> — Garage central :

NAPO BOGONOU, mécanicien conducteur d'automobiles de 5<sup>e</sup> classe, en service au cercle de Lomé.

### Permissions — Congés et passages

Par décisions des :

11 juin 1934. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 14 au 28 juin 1934 inclus, est accordée à l'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe MANEDJI AYENA, en service à Atakpamé (travaux publics), pour en jouir à Savalou (Dahomey).

13 juin 1934. — Le médecin-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe du cadre secondaire de l'A.O.F. JOHNSON Samuel, en service à Lomé, est autorisé à se rendre à Dakar pour y effectuer le stage nécessaire pour son accession au principalat des médecins-auxiliaires de l'assistance médicale de l'A.O.F.

Une réquisition de passage en 3<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> catégorie, lui est accordée sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 24 juin 1934.

Un congé de maternité de 60 jours, avec traitement, du 25 juin au 23 août 1934 inclus, est accordé à la monitrice de 4<sup>e</sup> classe Madame JOHNSON, née COQUEREL Léontine, en service à l'école régionale d'Atakpamé.

15 juin 1934. — Un congé de 29 jours, avec traitement, du 16 juin au 14 juillet 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe Eliab LAWSON, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir à Anécho.

21 juin 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

29 jours, du 1<sup>er</sup> au 29 juillet 1934 inclus, au maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe Robert PABE, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 16 juillet au 14 août 1934 inclus, au commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe HUNDT Jean, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 20 juillet au 18 août 1934 inclus, au planton de 8<sup>e</sup> classe TAHOULAN Christophe, en service au secrétariat général, pour en jouir à Abomey (Dahomey).

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 15 juillet 1934 inclus, est accordée au garde frontière de 2<sup>e</sup> classe des douanes TOYE SESSOU, en service à Lomé, pour en jouir à Agomé-Seva (cercle d'Anécho).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 2 au 31 juillet 1934 inclus, est accordé à l'opérateur de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics ZINSOU François, en service aux travaux publics, pour en jouir à Palimé (Klouto).

### Commission d'enquête

19 juin 1934. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. NATIVEL Léon, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies . . . . . *Président*

VEUILLET Camille, inspecteur de 2<sup>e</sup> classe des voies et bâtiments des chemins de fer du Togo.

MILLELIRI Paul, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo.

WILSON Edouard, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo.

GBEYE SHIABI, ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo.

*Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo MENSAH Aaron.

M. VEUILLET Camille est nommé rapporteur de la commission.

**Sanction disciplinaire**

Par décision du :

16 juin 1934. — Une punition de dix (10) jours de retenue de solde est infligée au moniteur de 3<sup>e</sup> classe d'agriculture D'ALMEIDA Michel, en service à la circonscription agricole du centre pour mauvaise manière de servir.

**Licenciements**

Par décisions des :

12 juin 1934. — Est licencié, pour suppression d'emploi, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934, le commis auxiliaire DOKOUH NAGBÉ Eloi en service au cercle de Sokodé.

13 juin 1934. — Est licencié, pour suppression d'emploi, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934, l'ouvrier-ménager journalier du garage central OKE Augustin.

21 juin 1934. — Sont licenciés pour suppression d'emploi, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934 :

LEON, manœuvre à l'atelier des P. T. T. de Lomé, à 5 frs. par jour.

TAMBILA, manœuvre permanent du bureau des P. T. T. de Mango à 4 frs. par jour.

23 juin 1934. — Le téléphoniste auxiliaire CREPPY Moïse, en service au chemin de fer (exploitation), est licencié de son emploi à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934 pour suppression d'emploi.

**FORCES DE POLICE****1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Permission**

Par arrêté du :

14 juin 1934. — Une permission de 30 jours avec solde de présence est accordée au tirailleur de 1<sup>re</sup> classe MISSRI, Mle M/68 B. T. de la P. C. Lomé pour en jouir à Kandé (Mango).

**Licenciement**

Est licencié pour fin de contrat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934, le stagiaire catégorie B. HOUNDJOE Jean, Mle M/328 B. T. de la P. C. Lomé.

**Affectations**

Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1934 :

**a) A la compagnie de milice Lomé :**

KPANTANON, sergent-chef, Mle M/63 B. T., de la 4<sup>e</sup> section Anécho.

**b) A la 4<sup>e</sup> section milice Anécho :**

Tazo, sergent-chef, Mle M/132 A. T. de la P. C. Lomé.

MISSIKA, caporal Mle M/21 A. T. de la P. C. Lomé.

Yobi, tirailleur 2<sup>e</sup> classe Mle M/275 A. C. de la P. C. Lomé.

**Agrément de stagiaire**

Le nommé HOUNCONOU Henri est agréé en qualité de stagiaire catégorie B. pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1934, et affecté le dit jour à la P. C. Lomé.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :****Permission — congé**

a) Une permission de 30 jours avec solde de présence est accordée au garde de 2<sup>e</sup> classe AJAVON Damien, Mle 828, du détachement de police Lomé, pour en jouir à Lomé.

b) Un congé de 2 mois à demi-solde avec gratuité de transport aller et retour est accordé au garde de 2<sup>e</sup> classe NABILOA TAOULESSI, Mle 766, du détachement de police Lomé, (accompagné de sa femme) pour en jouir à Lama-Kara (Sokodé).

**Punitions — Rétrogradation**

a) Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde pour « négligence dans le service » est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

BILATA KOURA, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 575, du peloton d'Atakpamé.

RAOUTA, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 451, du peloton d'Atakpamé.

b) Est rétrogradé et remis garde de 2<sup>e</sup> classe à compter du 6 juin 1934, le garde de 1<sup>re</sup> classe MOUSSA PATCHA, Mle 955, du peloton de Sokodé pour « faute grave dans le service ».

**Licenciements**

Est licencié à compter du 15 juin 1934 pour « inaptitude professionnelle et mauvaise manière habituelle de servir » le garde de 2<sup>e</sup> classe KORIKO, Mle 243, du peloton de dépôt.

Sont licenciés pour fin de contrat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934 :

HAMADOU MOSSI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 589, du peloton de Mango.

BAKARY MOSSI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 590 du peloton de Mango.

**Affectations**

Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934 :

**au peloton de Mango :**

AMIDOU CÉHAQ, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 890, du peloton de dépôt.

AMADOU, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 984, du peloton de dépôt.

OUSMANE TARAORÉ, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 974, du peloton de dépôt.

BETRI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 446, du peloton de dépôt.

**au détachement de police Lomé :**

ZEKPA Joseph, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 997, du peloton de dépôt.

**au peloton de dépôt (Lomé) :**

SOMAILA SAFIÉ, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 576, du peloton de Mango.

KOLASSOGA, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 202, du peloton de Mango.

## CHEFS INDIGÈNES

Par arrêtés des :

15 juin 1934. — PATTÀ KAVIANU, chef du village d'Adjakpa est nommé chef du canton de l'Agotime, (cercle de Klouto), en remplacement de BOCO TÈRÉ démissionnaire.

Augustin BOCO ABOYO est nommé chef du canton d'Agou-Tafié, (cercle de Klouto), en remplacement de Christian PANIAH démissionnaire.

22 juin 1934. — LARÉ KOLANI chef du canton de Nano, est nommé chef supérieur des Mobas en remplacement de LARÉ BATÉ, démissionnaire.

## COMMISSION DES MARCHÉS

Par décision du :

20 juin 1934. — M. LESTRADE, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau de l'administration générale, est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. FOURSAUD.

## CONSEIL DE CURATELLE

Par décision du :

12 juin 1934. — M. PRADIER, fondé de pouvoir du trésorier-payeur, est désigné comme membre fonctionnaire du conseil de curatelle au Togo en remplacement de M. JAFFEUX en congé.

## ENSEIGNEMENT

Par décision du :

14 juin 1934. — L'élève de 3<sup>e</sup> année, LAWSON Ezéchiél du cours complémentaire est rayé sur sa demande, des contrôles de cette école pour compter du 10 juin 1934.

Il ne sera pas astreint au remboursement des frais d'études, prévu par l'article 25 de l'arrêté du 27 octobre 1933.

## PASSAGE

Par décision du :

11 juin 1934. — Une réquisition de passage Lomé-Marseille en 3<sup>e</sup> classe, 6<sup>e</sup> catégorie (entrepont) sur le s/s *Canada*, attendu à Lomé vers le 11 juin 1934 est accordé au, nommé DAHO AKOUËTÉ Martin, boy de M. ROUSSEL Charles, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies, rentrant en congé en France.

## PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

19 juin 1934. — Est complété comme suit la liste n° 2 des spécialités pharmaceutiques autorisées dans les dépôts prévus à l'article 8 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « *Original Po-Ho fluid* ».

## POIDS ET MESURES

Par décision du :

13 juin 1934. — La société « JACQUOT-JACQUET » à Lomé est agréée pour les opérations de réparations et d'ajustage en matière des poids et mesures selon tarif fixé.

## DOMAINES

### Concessions domaniales

Par arrêté du :

21 juin 1934. — Le lot n° 95 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé est attribué définitivement en toute propriété au sieur AKOUËTÉ Cosmas, commis des P. T. T. du cadre local indigène du Togo, en service à Anécho, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai d'une année à compter de la date du présent arrêté.

Est attribué définitivement en toute propriété au sieur AGUIAR Jacintho, propriétaire demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de cinq ares quatre-vingt-dix centiares, situé à Lomé, formant le lot n° 6 du lotissement de la parcelle 121, immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, sous le n° 174 et dont la concession provisoire avait été accordée au dit sieur AGUIAR Jacintho, par arrêté du 21 janvier 1926.

Est attribué définitivement en toute propriété au Comptoir d'Importation et d'Exportation Franco-Africain « C. I. E. F. A. », Société anonyme dont le siège social est à Lomé, un terrain domanial de la surface de dix ares, sis à Nuatja, (cercle d'Atakpamé) constituant le lot n° 13 du lotissement du centre commercial de Nuatja, immatriculé au livre foncier du cercle d'Atakpamé, sous le n° 52, et dont la concession provisoire avait été accordée à la C. I. E. F. A. par arrêté n° 221 du 30 avril 1928.

Est attribué définitivement en toute propriété à la Société Africaine Financière et Agricole (S. O. C. A. F. A.) société anonyme ayant son siège à Atakpamé (Togo), un terrain domanial de la surface de neuf ares, sis à Anié, (cercle d'Atakpamé), constituant le lot n° 27 du lotissement du centre commercial d'Anié, immatriculé au livre foncier du cercle d'Atakpamé sous le n° 89 et dont la concession provisoire avait été accordée à la « S. O. C. A. F. A. » par arrêté n° 335 du 19 juin 1931.

### Avis de demandes d'immatriculation

#### au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 919, déposée le 13 juin 1934 le sieur Huzukè Gbogbo profession de propriétaire, demeurant à Lomé, quartier n° 6, et domicilié à Agbozumé (Gold-Coast), agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au

livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, portant une construction à usage de boutique construite et couverte en tôles, d'une contenance totale de 7 ares 24 centiares, situé à Noépé, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrain à Agbanavo de Noépé, à l'est par la place du marché, au sud par terrain à Timothy Anthony, à l'ouest par terrain à James Gbogbo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 920, déposée le 14 juin 1934 le sieur Félix David Gharthey profession d'employé de commerce John Holt, demeurant à Palimé (Klouto) et domicilié à Lomé, rue de l'église, agissant au nom et pour son compte personnel comme propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques de ciment à étage, en cours de construction et dépendances en briques crues couvertes en tôles, d'une contenance totale de 8 ares 05 centiares, situé à Lomé quartier n° 5, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrains à Frans. K. Quacoe et Samuel Gharthey, à l'est par terrain à Jacob Lawson, au sud par terrain à Félicio de Souza et Wood, à l'ouest par la rue de l'église.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 921, déposée le 16 juin 1934 le sieur Huzukè Gbogbo, profession de propriétaire, demeurant à Lomé (Togo) et domicilié à Agbozoumé (Gold Coast), agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ares 47 centiares, situé à Lomé quartier n° 6, (cercle de Lomé), et borné au nord par un passage le séparant de la voie-ferrée Lomé-Anécho, à l'est par terrain à Yohomi, au sud par terrain à Robert Fiawoo, à l'ouest par la rue d'Amoutivé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 922, déposée le 23 juin 1934 le sieur Théophile Wilson Tamakloe profession de propriétaire planteur, demeurant à Palimé et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers en plein rapport d'une

contenance totale de 14 hectares 08 ares 40 centiares situé, à Akodeséwa région de Bè (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Djônou, à l'est par terrain à Kouto, au sud-est par terrain à Afangbedji et Kouto, au sud par terrain à Afangbedji, Comla et Djonou, à l'ouest par terrain à Ayité Guidigan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

#### Avis de bornages

Le vendredi 27 juillet 1934 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho quartier Kpota, (cercle d'Anécho), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 5 ares 95 centiares, et borné au nord par la voie-ferrée Lomé-Anécho à l'est par terrain à Kouanvi Kodjovi, au sud par terrain à la famille d'Almeida, à l'ouest par un terrain domanial, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur James Henri Gérard, profession de Pasteur protestant demeurant à Cotonou (Dahomey), agissant au nom et pour le compte de la « Wesleyan Mission du Togo » dont il est le directeur, suivant réquisition du 17 avril 1934, n° 911.

Le samedi 11 août 1934 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo-Kpoguedé, canton de Bagida, (cercle de Lomé) consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance totale de 25 hectares 71 ares 62 centiares, et borné au nord par terrains à Kofi Bolouvi et à la collectivité Djomatou, au sud par terrain à Edouard Bruce, à l'est par le lac du Togo et la brousse de fétiche, à l'ouest par terrain au village d'Abobo-Kpoguedé et Kpoledji, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur John Amaté Atayi, propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 1<sup>er</sup> mai 1934, n° 912.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

# BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Mai 1934

## Climatologie <sup>(1)</sup>

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO			DAPANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	11,8	28,2	69	94,6	27,7	73	73,1	26,5	61	83,3	28,0	87	64,6	26,3	80	65,4	26,3	75	25,2	29,5	82	65,5	29,2	63	97,9	28,1	74	72,3	25,6	78
2	12,3	28,7	70	95,3	27,8	83	72,2	25,0	78	83,5	27,5	69	64,6	27,1	84	64,5	27,0	71	24,9	25,8	71	64,2	29,9	58	96,7	31,1	66	71,5	30,0	68
3	12,0	28,2	75	96,5	27,9	81	73,4	26,0	77	86,2	27,5	73	65,1	27,1	83	65,0	27,5	84	25,2	25,0	92	65,0	29,9	68	97,1	30,6	58	71,4	25,5	41
4	12,0	27,9	78	95,9	26,5	77	73,0	26,0	70	86,5	27,5	73	65,1	27,0	83	64,6	26,0	71	25,1	23,6	72	64,3	29,3	55	96,6	30,9	58	71,7	29,1	63
5	10,9	27,9	78	94,6	27,8	76	71,4	27,0	56	86,6	28,0	69	63,4	27,7	70	63,0	27,0	67	23,5	26,7	66	62,5	31,5	52	94,7	32,1	51	69,4	31,0	55
6	11,4	30,0	70	94,4	28,5	72	72,2	25,5	70	84,7	28,0	70	63,7	27,3	70	63,8	27,5	71				63,4	29,4	68	94,9	32,5	62	69,5	31,1	63
7	12,1	28,4	73	93,5	28,7	70	72,1	26,0	87	85,7	27,6	75	64,9	27,6	71	64,6	26,7	75				65,0	25,3	74	97,4	27,6	68	72,2	27,7	73
8	12,2	27,5	73	93,5	27,6	74	73,3	25,0	85	85,9	27,6	75	64,7	25,7	80	63,4	26,9	67				64,2	28,7	65	96,7	30,3	69	71,4	29,3	72
9	11,0	27,6	75	94,3	28,7	68	72,1	26,5	84	85,0	27,5	55	63,9	27,0	69	63,3	28,2	75				63,1	29,9	60	95,0	30,4	54	69,9	30,8	64
10	11,3	28,1	75	93,4	25,1	78	72,3	27,0	89	85,1	28,6	79	63,9	27,5	74	62,7	26,9	77				63,3	29,2	68	95,4	30,1	52	69,5	30,0	63
11	10,3	26,6	80	93,1	28,2	78	71,0	27,0	87	83,4	26,6	72	62,2	25,6	74	61,5	24,2	72				62,6	28,3	55	94,6	29,0	46	69,0	29,5	52
12	10,3	28,3	73	93,8	27,7	81	71,9	27,0	89	83,4	27,5	77	62,2	27,6	77	61,7	27,1	71				62,1	32,7	50	94,9	31,6	53	68,1	29,8	61
13	11,4	27,6	81	93,2	24,9	86	72,7	21,5	97	85,0	26,0	87	64,3	25,9	87	63,0	26,2	77				63,0	29,6	65	95,4	30,1	55	69,5	30,9	69
14	11,3	26,3	78	93,5	26,3	74	72,5	26,5	79	85,0	26,6	74	63,8	26,0	68	63,4	26,2	71				63,4	29,5	54	95,3	30,0	59	69,9	29,2	70
15	11,7	26,2	88	94,4	27,5	92	73,0	25,6	93	85,8	25,5	89	64,5	23,2	90	62,9	23,7	87				64,1	25,9	75	95,3	28,4	57	70,7	29,3	79
16	14,5	27,8	79	93,4	27,7	79	73,3	26,6	79	85,8	26,1	79	63,7	26,0	77	62,2	24,3	78				63,7	28,9	79	95,5	29,6	58	69,9	29,8	70
17	12,5	27,9	81	94,7	28,3	88	72,9	27,0	86	85,9	26,6	90	64,1	25,9	88	64,1	23,0	81				65,0	25,1	78	97,3	25,0	68	71,1	27,9	79
18	12,5	26,5	70	95,4	26,0	80	72,3	27,5	82	85,8	26,6	80	64,9	24,2	80	64,9	24,2	83				64,5	27,0	77	96,9	27,2	54	70,6	28,7	71
19	12,1	27,4	78	93,8	27,7	80	72,3	27,5	77	85,3	27,0	77	64,3	26,5	77	63,5	26,1	73				63,9	23,3	65	95,9	29,3	63	70,5	28,4	78
20	11,8	26,7	70	94,1	28,8	79	72,5	27,5	80	85,0	28,0	78	64,2	25,6	75	63,8	26,6	81				64,1	23,6	75	96,1	29,2	60	70,5	29,9	85
21	11,4	26,0	75	93,3	26,9	76	72,2	26,5	70	85,3	27,0	68	64,2	25,3	67	63,7	26,0	72				63,4	27,8	73	95,0	30,0	55	70,3	29,5	77
22	11,9	27,0	78	96,1	27,7	72	73,3	27,0	73	85,5	26,5	79	64,3	25,7	70	64,3	25,5	76				63,5	26,0	59	95,4	30,8	46	70,9	29,9	65
23	12,5	25,4	84	94,7	25,7	79	72,9	26,5	77	85,8	26,5	74	65,0	26,5	78	64,2	26,0	80				63,8	23,9	70	96,1	30,9	51	69,7	28,7	69
24	11,3	27,3	77	94,6	26,3	76	71,9	27,0	72	85,3	25,1	75	64,6	25,5	79	63,9	25,0	87				62,7	25,1	66	96,1	26,1	67	70,2	25,9	70
25	11,9	27,4	77	94,1	28,7	74	72,6	26,5	62	84,9	26,6	73	63,8	26,2	63	63,5	26,0	81				62,7	27,8	74	96,5	28,8	63	69,5	28,0	73
26	12,5	26,7	83	95,4	28,3	83	72,7	26,5	84	85,8	27,0	79	63,3	26,3	82	64,9	24,1	88				63,9	25,9	82	95,9	28,6	66	70,6	28,0	75
27	12,7	26,1	76	96,4	26,7	81	72,7	25,8	75	86,3	25,6	75	65,3	26,1	70	65,1	26,0	83				64,1	28,1	71	96,7	29,2	66	70,6	28,6	73
28	12,5	24,9	79	94,7	24,0	86	73,1	26,0	92	86,5	25,1	81	65,4	24,6	81	62,7	25,2	80				64,1	27,4	69	97,0	30,2	59			
29	11,3	27,0	78	93,0	27,6	84	71,5	26,3	83	84,4	27,6	79	63,1	26,5	80	62,7	24,8	86				62,3	28,5	74	95,3	29,5	59			
30	10,5	26,8	82	92,1	26,5	78	70,2	27,6	77	83,7	27,0	77	62,3	26,0	79	62,6	24,7	85				62,3	26,8	73	95,3	29,4	59			
31	10,5	27,2	89	92,7	26,5	88	71,5	26,6	80	84,2	26,5	84	62,6	26,3	88	61,8	24,2	87				62,3	27,0	70	95,5	26,5	71			
Moy.	11,7	27,3	78	94,5	27,2	79	72,3	26,3	79	85,3	26,9	77	64,0	25,4	78	63,5	25,8	78	24,8	26,1	77	63,5	27,8	67	95,9	29,5	60	70,4	29,0	69

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

# Pluviométrie<sup>(6)</sup>

DATES	LOMÉ	Tsévié	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÈGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1									0,9	10,0		0,8		21,8	
2									1,8						
3				6,0	15,0	0,5		G	19,0	1,8		37,0			
4				1,5				3,8				7,1			
5															
6							9,5		12,5		41,0		30,0	0,3	
7		7,9					14,0	2,1							3,9
8	1,8				1,0										
9						106,0		3,5		14,5					
10	1,2	3,0		48,0	20,0		15,0	104,2	3,2						
11											G				
12			2,7	9,0	10,0						2,5		G	G	
13	15,1	16,9	41,5	17,0	9,0	17,5	22,0	2,5							
14	23,9	7,5			3,0	10,8		14,3		21,3	15,0		12,5		13,2
15	0,5	7,0	3,3	3,0	8,5				14,0						
16										20,0			24,7	1,8	
17	4,1	50,0		9,0	3,0	5,5	12,0	4,0	13,0		2,5				
18			0,2						17,2						
19	1,1				3,0					5,0			8,5		2,9
20	62,4	22,3		2,0	2,5										10,4
21						4,0									
22			20,8												
23	14,5							G	22,0	20,0	11,0		26,8	48,1	
24								6,4							29,4
25						5,0	70,0	45,0	23,5	8,3	3,5		10,0		
26		23,5	13,4			5,5									
27													5,7		
28		8,0		1,0			34,0	14,5	2,5	3,7					1,9
29				8,0	49,0	1,0	7,0	6,5	22,3	18,8	27,0		40,5		
30				40,0				5,9	18,9		6,0			4,9	7,8
31	17,4	7,0	8,3	20,0	3,5	16,5	29,0	16,2		25,0	2,5			4,9	
TOTAL	142,0	153,1	63,2	164,5	127,5	172,3	212,5	228,9	170,8	148,4	111,0		158,7	81,8	69,5

(6) Hauteurs d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.



## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »*

### Révocation de Pouvoirs

La Société G. B. OLLIVANT & C<sup>o</sup> Ltd. a l'honneur d'informer le Public que Monsieur Albert CLÉMENT ne fait plus partie de son personnel, et que la substitution de pouvoirs pour le Togo qui lui a été donnée en date du 3 décembre 1931, par Monsieur DEMETER Nicolas BATSIOS Agent Général de la Société pour le Togo, a été révoquée en date du 17 mai 1934.

### COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*"A la Tour Eiffel"*

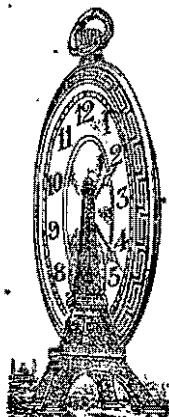
## JOYEROT & JACOT

Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés



23, rue Gambetta — BESANÇON — France

## J'ACHÈTE

### Les Timbres-Poste Oblitérés

Ecrire à :

F. BELLAMY

27, Avenue Alsace Lorraine

BRIVE

Corrèze



*le plus précieux  
ami du colonial...*

Celui qui continuellement veille sur sa santé et celle de sa maisonnée, l'ami sûr, toujours prêt à rendre service, c'est, vous le savez, le lait concentré sucré, aliment parfait des bébés privés du sein maternel et la meilleure sauvegarde du colonial éloigné des frais pâturages, dont l'atmosphère saine et vivifiante se retrouve dans le

LAIT CONCENTRÉ SUCRÉ

**NESTLÉ**

*la santé des petits et grands*



# TOUTES LES FORMULES DU SUCCES RENAULT 1934

concentrées dans

## LA CELTAQUATRE

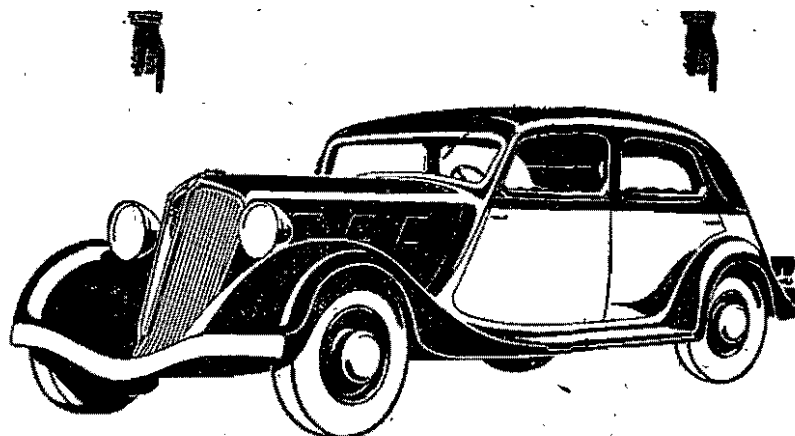
La voiture de l'expérience

1 litre 500  
de cylindrée

SURPUISSANCE

AERODYNAMISME

SUSPENSION EN 3 POINTS



### VITESSE

**III Kms 466 à l'heure**

pendant 6 heures,  
à Montlhéry, sous le contrôle  
de l'A. C. F. (Homologation  
en cours)

### CONFORT

**4 places spacieuses**, à sièges confortables, dont l'accès est facilité par 4 larges portes. Les bagages sont abrités à l'intérieur derrière le siège arrière.

Vendue au prix de

**13.250 FRANCS**

### ÉCONOMIE

**7 lit. 780 aux 100 Kms**

sur Paris-Bordeaux et retour  
(1.111 kms), sous le contrôle  
de l'A. C. F. (Homologation  
en cours).

### MANIABILITÉ

Son encombrement minimum pour sa capacité, son rayon de braquage réduit, lui donnent une facilité sans égale pour se faufiler et se garer.

**C'est une voiture ultra-moderne qui rassemble toutes les solutions dictées par l'expérience.**

# RENAULT

Agence officielle pour le Togo.

Société des Transports de l'Afrique Occidentale.